

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 4 JUILLET 2022**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 21**

**Représentés : 7**

**Absents : 7**

L'an deux mille vingt-deux, le quatre juillet à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, MM. PROPONET, CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, MMES HADJIAT, TERRINE ; M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME LOYAU ..... POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF ..... POUVOIR A M. SOUSA

M. HAMONIC ..... POUVOIR A M. JANUS

MME MORIEZ ..... POUVOIR A MME TERRINE

M. BOUKOUNA ..... POUVOIR A MME BOUGE

M. DEBBI ..... POUVOIR A MME GY

M. FERYN ..... POUVOIR A MME MICHON

**ABSENTS :** MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, BERNIER, M. LEBAS.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Kenza HADJIAT** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

---

**D220407-5**

Transfert du Conservatoire de Chilly-Mazarin à la CPS : mise à disposition des équipements.

**OBJET : TRANSFERT DU CONSERVATOIRE A LA CPS : MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS.**

**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE**

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE**

La Commune de Chilly-Mazarin et la Communauté d'agglomération Paris-Saclay ont décidé du transfert du Conservatoire d'intérêt Communal à cette dernière.

Ce transfert entraîne, la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence. Aux termes des dispositions de l'article L. 1321-1 du Code général des collectivités territoriales, le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation.

Etant prévu de plein droit par la loi, le transfert ne doit pas faire l'objet d'une délibération sur son principe, mais seulement d'un procès-verbal de constat établi contradictoirement entre les représentants des deux collectivités.

Cependant, le présent transfert va entraîner la mise à disposition partielle, au sens de l'article précité, des deux ailes de l'Hôtel de Ville : 55,3 % des surfaces seront attribués à la Communauté d'Agglomération, la Commune conservant les 44,7 % restant. La gestion des équipements désormais partagés nécessite donc, en complément des dispositions légales, une coopération entre les deux collectivités, qu'il convient de contractualiser. Elle a ainsi fait l'objet d'échanges avec la Communauté d'agglomération.

Un accord a été trouvé afin de parvenir à une occupation efficiente, évitant le doublement des interventions, notamment pour l'entretien, les travaux extérieurs et la gestion des fluides.

Le projet de convention de mise à disposition ci-joint rappelle les équipements et matériels mis à disposition, règle l'usage par chacune des parties des salles de représentation, complémentaires, que sont l'auditorium du conservatoire et la salle de spectacle du cinéma, fixe le montant forfaitairement versé par la Communauté d'Agglomération en contrepartie des fluides et du ménage, assurés par la Commune, règle les interventions qui restent à la charge de la Commune pour l'ensemble du bâtiment, ainsi que les sorts des assurances et des contentieux.

Ce projet, lié à la compétence transférée, est prévu sans limitation de durée.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la délibération suivante :

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1321-1 et suivants, relatifs au sort des biens utilisés pour l'exercice d'une compétence lors d'un transfert, et L. 5216-5 II relatif aux compétences facultatives des communautés d'agglomération,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF-DRCL/844 du 6 décembre 2017 portant approbation des statuts de la communauté d'agglomération « Communauté Paris-Saclay, »

**VU** le transfert du conservatoire de musique et de danse de Chilly-Mazarin à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay,

**VU** la délibération du Conseil communautaire du 29 juin 2022 approuvant la convention de mise à disposition d'un équipement culturel pour le conservatoire de musique et de danse de Chilly-Mazarin et autorisant le président à la signer,

**VU** le projet de convention de mise à disposition,

**VU** l'avis de la commission des finances du samedi 25 juin 2022,

**CONSIDERANT** que la commune de Chilly-Mazarin a manifesté la volonté de transférer son conservatoire à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay, au titre de la compétence supplémentaire relevant de l'article L5216-5 II du Code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** que pour les communautés d'agglomération, la mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences transférées est obligatoire ;

**CONSIDERANT** que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation,

**CONSIDERANT** que les deux collectivités partagent les bâtiments accueillant l'équipement transféré et qu'il convient de contractualiser ces relations,

**CONSIDERANT** les échanges entre les deux collectivités,

### **D É L I B E R E**

**ARTICLE 1** : **AUTORISE** la Maire à signer la convention de mise à disposition d'un équipement culturel pour le conservatoire de musique et de danse de Chilly-Mazarin.

**ARTICLE 2** : **DIT** que cette convention est conclue à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, sans limitation de durée.

**ARTICLE 3** : **DIT** que crédits et recettes afférant seront prévus aux budgets communaux des exercices concernés.

**Résultat du vote** : **UNANIMITE**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 4 juillet 2022**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**